

Difficile de se faire une place face aux ténors

LIBAN La société civile a ouvert la porte à une alternative

► Les élections législatives libanaises auront lieu le 6 mai prochain.

► Le scrutin est crucial pour le pays qui n'a pas renouvelé ses députés depuis 2009.

REPORTAGE

BEYROUTH

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Dans le quartier populaire de Fassouh à Beyrouth, une centaine de personnes étaient regroupées dimanche dernier pour un apéro électoral. Sous ses airs de kermesse, le rendez-vous visait à faire rencontrer aux habitants du coin les candidats de la liste Koulouna Watani (Nous tous, mon pays, NDLR).

Cette liste, composée de huit candidats issus de la société civile, est une petite révolution au Liban où la grande majorité de la classe politique est composée d'anciens chefs de guerre reconvertis en présidents de partis qui se partagent le pouvoir selon des lignes confessionnelles.

ET LES FEMMES ?

Renouveau de la société

Jusqu'à présent le parlement libanais ne comptait que quatre femmes sur 128 députés. En 2018, elles sont 86 à se présenter. Candidates avec des partis traditionnels, membres de la société civile ou bien unies dans des listes 100 % femmes, elles incarnent une forme de renouveau dans une société patriarcale.

Beaucoup espèrent que si elles sont élues, ces femmes sauront porter des revendications féministes au sommet de l'État. Parmi les sujets les plus sensibles : rendre possible à une Libanaise de transmettre sa nationalité à son enfant ou encore le vote d'une loi contre la violence conjugale. « Les droits des femmes doivent être une priorité pour nos dirigeants. Il faut montrer que nous sommes capables dans tous les domaines », explique Laury Haytayan, experte en hydrocarbures et tête de liste de la formation indépendante Li'Baladi (Pour mon pays) qui se présente à Beyrouth.

Au palmarès des femmes candidates, on retrouve aussi des figures familiales comme la femme du leader chrétien Samir Geagea qui se présente pour la troisième fois ou encore Bahia Hariri, la tante du premier ministre Saad Hariri qui brigue son cinquième mandat.

« On ne peut plus continuer comme ça », explique Charbel Rbeiz, un ancien membre du courant patriotique libre, parti du président de la République Michel Aoun. « Il faut faire entrer des nouvelles personnes dans le champ politique. Là, ça se voit que ce sont des gens éduqués qui aiment leur pays, leur programme est très bien construit. »

Changer les choses

Pour la première fois cette année, le mode de scrutin intègre des éléments de proportionnalité qui devraient donner la possibilité à de nouveaux partis de faire leur entrée au Parlement. Parmi eux, plusieurs candidats issus de la société civile et des manifestations contre la crise des poubelles de 2015.

Hinda Haddad, une comptable de 37 ans est, elle, venue se renseigner sur la nouvelle liste avec son fils. « Nous avons beaucoup de problèmes dans le quartier. Le ramassage des déchets, l'augmentation des loyers qui n'est pas encadrée, le chômage. Je pense que je vais voter pour eux car ils ont l'air de vraiment vouloir changer les choses », dit-elle.

Sa voisine Dina Kassouf va dans le même sens. « On a l'impression qu'ils représentent un meilleur futur pour nous et nos enfants. Ils s'attaquent à des sujets qui nous touchent directement comme le prix des soins médicaux ou les frais de scolarité. »

Pour avoir plus de chances de gagner, douze groupes issus de la société civile se sont unis en une coalition qui a présenté 66 candidats répartis entre 9 des 15 circonscriptions que compte le Liban.

« Ce n'était pas simple de se mettre d'accord mais nous sommes contents du résultat. Le défi maintenant c'est de convaincre les gens de participer aux élections. Les jeunes sont désintéressés et les vieux ne pensent pas que la société civile puisse changer les choses donc on est pris en étau », explique Levon Televizian, urbaniste auprès des Nations Unies et candidat sur la liste Koulouna Watani.

Mais au Liban, difficile de se faire une place dans le champ politique. Malgré une mobili-

sation sans précédent, les candidats de la société ont peu de chance de l'emporter face aux ténors au pouvoir. Ils espèrent au mieux gagner trois ou quatre sièges sur 128.

« La compétition est très rude. Dans notre circonscription, le premier ministre et le ministre de l'Intérieur se présentent. Ils disposent de toutes sortes de ressources privées comme publiques, nous ne faisons pas le poids », explique Nadine Itani, candidate sur la liste Koulouna Beirut (Nous sommes tous Beyrouth, NDLR), un parti de la société civile qui n'a pas souhaité rejoindre la coalition des douze.

Monnayer sa visibilité

Les médias libanais jouent aussi un rôle biaisé dans la campagne. Majoritairement privées, les télévisions font payer les candidats des milliers de dollars pour le moindre passage à l'antenne. Résultat, seuls les géants déjà en place peuvent monnayer leur visibilité et les nouveaux candidats doivent souvent se contenter des réseaux sociaux.

Novice en politique, les listes indépendantes s'attirent enfin les foudres des commentateurs qui leur reprochent une approche trop centrée sur la gestion du quotidien qui masquerait un manque de vision stratégique sur les sujets cruciaux pour le pays. Comme le conflit syrien, les armes du Hezbollah ou d'une manière générale les enjeux d'alliances régionales et internationales.

« Nous avons une vision stratégique, elle est juste différente. Lutter contre les armes du Hezbollah par exemple, ce n'est pas qu'une question militaire. Les régions périphériques de Beyrouth sont délaissées, les gens sont pauvres et il faut avoir une stratégie de développement pour éviter que les habitants ressentent le besoin de s'affilier à des partis », défend Levon Televizian. Si les partis traditionnels ont de grandes chances de rafler la mise dimanche, la société civile libanaise a en tout cas gagné une partie de son pari : ouvrir la porte au développement d'une alternative. ■

CHLOÉ DOMAT